

L'INTERNATIONALE

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!**

Feuille d'intervention du Groupe Internationaliste Ouvrier

Nouvelle série, septembre 2013

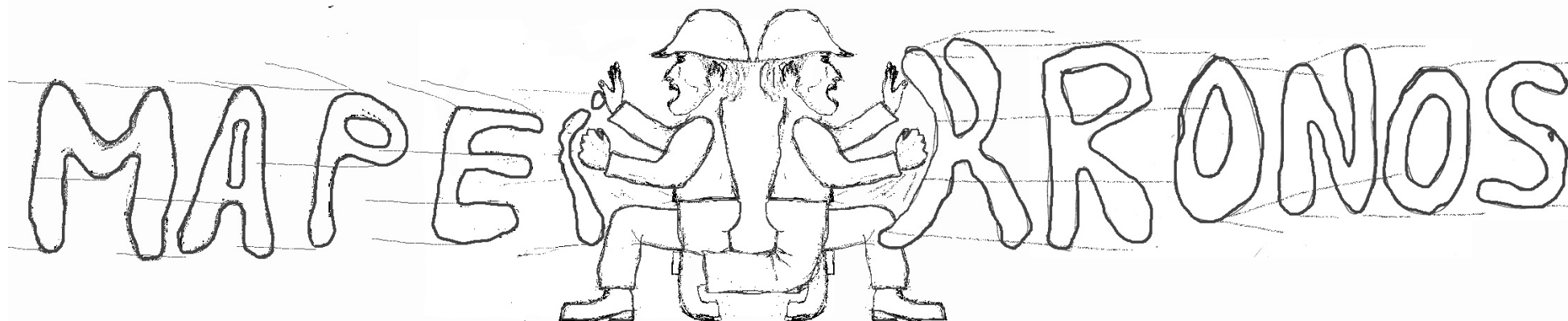
Pourquoi on perd tout le temps?

Le monde ouvrier va mal, de la défaite de Rio Tinto Alcan au conflit de Mapei qui s'enlise, en passant par la fermeture de Old Dutch, de la défaite à Aveos et la loi spéciale dans la construction, la classe ouvrière au Québec semble en fait ne subir que défaite sur défaite. À l'internationale, ce n'est pas mieux, les défaites des travailleurs et travailleuses de l'automobile en France, ou l'échec du prolétariat grec, espagnol, portugais, anglais et

Gagner ensemble

Nous luttons souvent isolés, usine par usine, entreprise par entreprise, secteur par secteur. La force de notre classe vient de sa solidarité et de son nombre. L'unité de nos luttes est primordiale. Les garagistes du Saguenay se battent dos au mur, les lock-outés de Kronos et de Silicium, les grévistes de Mapei, tous et toutes luttent

patronat est à l'offensive et tout le mouvement ouvrier est sur la défensive. Donnons l'exemple de la dernière grève dans la construction. Alors qu'une campagne offensive aurait pu être menée, notamment sur la sécurité (un prolo de la construction meure tous les 5 jours ouvrables d'un accident de travail). Mais les directions syndicales se sont réfugiées dans un discours de défense des acquis, de protection, plutôt que d'employer une rhétorique agressive



italien à faire obstacle à de violents plans d'austérité en témoigne. Pourquoi? Pourquoi nos grèves ne semblent plus avoir le rapport de force nécessaire pour faire plier les patrons? Nous tenterons de donner des réponses et aussi, de proposer des pistes d'actions pour contre-attaquer efficacement les offensives patronales, notamment en donnant des exemples de luttes victorieuses.

Les règles du jeu

La vaste majorité des grèves sur le territoire du Québec sont des grèves qui ont lieu dans une période de négociation de conventions collectives, dans un cadre légal très stricte, qui a tendance à isoler les grévistes à chaque injonction, que les employeurs n'hésitent pas à faire pleuvoir. Nous nous battons sur le terrain de la légalité bourgeoise, avec les règles que nos ennemis nous fixent. Les relations incestueuses entre le patronat et l'État ne sont plus à démontrer. L'État capitaliste n'étant que l'appareil de domination de la bourgeoisie. Ses lois "spéciales" casse-grèves et ses injonctions le prouvent à chaque lutte. Suivre les règles, respecter les injonctions, refuser l'illégalité et la désobéissance, c'est faire le jeu des patrons, c'est donner toute l'initiative et le choix du terrain à l'adversaire, c'est se condamner à perdre. Le mouvement ouvrier s'est construit dans l'illégalité. Ses victoires ont toujours impliqué la désobéissance civile et le nécessaire travail d'organisation pour résister à la police. (le cas d'Aveos, où la police a défoncé les lignes de piquetage ouvrières en mars passé pour permettre aux patrons de sortir les machines et de fermer la shop, devrait nous rappeler que la police de l'État bourgeois est prête à tout pour réprimer nos grèves à coup de matraques et de gaz). Par la grève illégale et sauvage, le non respect des injonctions et l'organisation de notre résistance, nous imposerons nos règles du jeu.

isolés. Les travailleurs doivent se rassembler, visiter les lignes de piquetage des autres, participer à bloquer la production des autres entreprises, des manifestations et des actions communes doivent être organisées, des structures de coordination doivent être développées. L'unité des luttes ouvrières est une priorité pour s'assurer de donner un véritable coup au patronat.

Sauvons-nous nous mêmes

Un autre problème des luttes des travailleuses et de travailleurs en ce moment est la modération forcée imposée par les représentants syndicaux. On peut voir le cas de Mapei où le permanent syndical a tenté de faire lever un blocage de solidarité, ou au Saguenay où les permanents ont découragé les actions de solidarité et les visites de travailleurs et de travailleuses sur les lignes de piquetage. Ou encore en négociant à rabais dans la construction et en acceptant tout bonnement la loi spéciale péquiste. Si les syndicats agissent de la sorte, c'est que les bureaucrates qui les composent, priorisent l'appareil avant la lutte. Les permanents, les bureaucrates vivent des cotisations syndicales, ils ne peuvent pas mettre en danger l'appareil en transgressant les lois, en se liant avec des travailleurs et travailleuses d'autres centrales syndicales. Ces personnes ne seront jamais capables d'aller plus loin que la stricte légalité et le cadre de lutte imposé par l'État et les patrons, car leurs conditions de vie en dépendent. Nos luttes doivent être autonomes des syndicats, il faut créer des comités de grèves, qui ne sont ni encadrés par la loi, ni par les bureaucraties syndicales.

La meilleure défense, c'est l'attaque

Un problème majeur des luttes actuelles est de laisser, la vaste majorité du temps, l'initiative au patronat. Le

sur l'hygiène sur les chantiers et la sécurité. L'opinion publique aurait déjà été plus favorable à une lutte pour sauver la vie de travailleurs et de travailleuses et cela aurait mis des bâtons dans les roues du gouvernement péquiste, car il aurait été très facile de renvoyer le gouvernement dans les câbles en l'accusant de faire passer les profits avant la vie (ce qui est vrai de surcroît). Aussi, aucune action contre les bureaux des entrepreneurs, le conseil du patronat, ou le gouvernement à la veille de la loi spéciale n'a été entreprise. Les actions se sont limitées à barrer l'accès aux chantiers. En adoptant une position défensive nous laissons à nos adversaires le choix de décider où nous frapper et quand. Le prolétariat doit repasser à l'offensive le plus vite possible.

Des luttes exemplaires

Suite à l'interdiction de grève qui avait frappé les employés du transporteur aérien Air Canada en 2011, un bagagiste a dit sa façon de penser à la ministre fédérale des transports. Lui et quelques-uns de ses collègues qui avaient applaudi à ses propos, ont été licenciés en mars 2012 pour leur attitude. Les bagagistes de l'aéroport Pearson de Toronto ont déclenché une grève illégale demandant leur réintégration, rapidement suivie par les mécaniciens et mécaniciennes et les autres employés au sol. La grève s'est rapidement propagée à l'aéroport d'Ottawa et l'aéroport Pierre Elliott Trudeau à Dorval. Même les pilotes d'Air Canada ont décidé de "caller malade", tous la même journée en solidarité. Le résultat fut la réembauche des travailleurs licenciés et le renvoi des cadres qui avaient procédé aux congédiements. Cette lutte est exemplaire par sa défiance de la légalité bourgeoise, sa capacité à créer une unité entre travailleurs et travailleuses, malgré les différentes professions et les séparations géographiques.



Les ouvriers sud-africains de tous les secteurs se sont lancés dans une série de grèves offensives depuis deux ans en suivant des principes similaires et en remportant de nombreuses victoires. Le prolétariat égyptien a fait tomber deux gouvernements et remporter des victoires matérielles substantielles depuis deux ans avec ce genre de tactique. Ces luttes sont exemplaires, mais elles sont loin de suffir.

Garantir nos acquis

Même si les travailleurs et travailleuses ne menaient que des luttes victorieuses, qu'ils et elles arracheraient sécurité sociale, des hausses de salaires, la diminution du temps de travail et autres, rien n'empêcherait la bourgeoisie de reprendre ses acquis plus tard, ou de les reconquérir via l'exploitation de nos frères et sœurs vivant dans d'autres régions du globe. La bourgeoisie, comme classe dominante, est hautement organisée, nous le sommes largement moins.

Si les luttes victorieuses servent à augmenter la confiance en notre capacité d'agir et de gagner, elles sont aussi un terrain fécond pour que les membres de la classe ouvrière les plus avancés politiquement - les révolutionnaires - puissent se rencontrer et partager leurs expériences. De ces rencontres, nous espérons voir naître un parti politique anti-stalinien et anti-parlementaire à l'image de nos pratiques, méthodes, ambitions et espoirs. Au GIO, nous ne prétendons pas être l'embryon de ce parti, mais une de ses futures composantes.

Ceci dit, la question de l'organisation révolutionnaire ne doit pas mettre dans l'ombre un autre aspect essentiel: l'auto-activité, la résistance et la créativité de l'ensemble des exploités qui choisissent de dire enfin non au capitalisme. C'est par l'action de masse que nous pourrions prendre contrôle de nos lieux de travail, de nos quartiers et, à vrai dire, de l'ensemble de la société. C'est à même ces lieux stratégiques au niveau du pouvoir économique et politique que pourront se composer les assemblées populaires et conseils ouvriers qui seront les nouvelles bases de notre démocratie. La structure administrative de la société que nous envisageons viendra consolider le travail des conseils en défendant leurs avancées et en coordonnant leurs activités. L'ensemble de ce processus permettra de planifier démocratiquement l'économie en fonction des besoins humains et non en fonction du profit qui pourrit l'harmonie sociale et la vie de milliards de prolétaires. Nous pensons que ce projet est le projet politique historique de la classe ouvrière : nous appelons ce projet le communisme.

Maximilien et Nicolas



Publié par : le Groupe internationaliste ouvrier,
section de la Tendance communiste internationaliste
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P4
site: <http://www.leftcom.org/fr>
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
courriel: ca@leftcom.org

L'éducation pour tous et toutes, avec ou sans papiers!

Depuis plusieurs mois, un collectif de travailleurs et de travailleuses en situation irrégulière sur leur statut d'immigration demande à ce que leurs enfants aient droit, comme tout enfant, à l'école primaire et secondaire, supposément gratuite et obligatoire pour tous les enfants de moins de 16 ans. Quelques progrès ont été arrachés grâce à la lutte de ce collectif, mais beaucoup reste à faire.

Le refus obstiné et raciste dont ont fait preuve les gestionnaires de la CSDM est une insulte au droit fondamental à l'éducation que tous les êtres humains devraient avoir, peu importe dans quelle case de paperasse administrative la bureaucratie de l'État le range.



Cette lutte a aussi lieu pendant que le Parti Québécois tente, avec sa charte sur la laïcité, de faire oublier ses mesures d'austérité en stigmatisant les immigrants, principalement ceux issus de la population musulmane. Cette charte est non seulement une diversion, mais aussi une tentative particulièrement ignoble de diviser la classe ouvrière.

Nous ne pouvons que condamner toute tentative, autant de la bourgeoisie que des bureaucrates "nationalistes de gauche" de diviser notre classe, la classe ouvrière, entre immigré-e-s et "québécois et québécoises de souche" entre immigré-e-s légaux et illégaux. Nous avons bien plus en commun avec un travailleur ou une travailleuse sans papiers, qu'avec un Pierre Karl

Péladeau, qu'avec un Guy Laliberté ou un quelconque Jacques Villeneuve, élevés et nés dans le "petit Québec catholique blanc francophone et riche". Nous nous levons aux mêmes heures impossibles, nous prenons les mêmes transports en commun, nous vivons les mêmes angoisses en fin de mois par manque d'argent, nous subissons les mêmes patrons autoritaires et méprisants, les mêmes mesures d'austérité, le même chômage, les mêmes accidents de travail, bref la même exploitation, la même souffrance imposée par le système capitaliste et la bourgeoisie.

La lutte contre le racisme et la xénophobie ne peut être qu'un cuisant échec si elle se résume à répéter ad nauseam le chapelet libéral sur la tolérance et "l'intégration". La seule solution au racisme, c'est la lutte de classe, la solidarité avec nos camarades travailleurs et travailleuses de partout à travers le monde dans la défense de nos acquis et pour le renversement de l'ordre social capitaliste.

C'est pour cela que, le Groupe internationaliste ouvrier appelle à la solidarité active avec cette lutte, et avec toute lutte pour les droits des prolétaires discriminés pour leurs origines nationales, la couleur de leur peau ou leurs appartenances religieuses.

Ces derniers temps, on a beaucoup entendu parler d'accessibilité aux études et de gratuité scolaire. Pour nous, internationalistes, l'accessibilité à l'éducation, c'est de la garderie à l'université, la gratuité intégrale, les frais, le matériel, les repas, le logement, le transport pour toutes les personnes, peu importe leur pays d'origine, peu importe leur statut d'immigration. L'éducation pour tous et toutes, avec ou sans papiers!

Maximilien

La Charte de la division et de la diversion

«En Angleterre, ils se tapent sur la gueule et s'envoient des bombes», à cause du multiculturalisme, déclarait la semaine dernière Pauline Marois, la grande bourgeoisie nationaliste qui gère les destinées de l'État québécois! Elle disait cela sans rougir, pour justifier son projet de charte des «valeurs québécoises» qu'elle promeut comme un outil essentiel pour assurer la «neutralité» de l'État, l'égalité entre les hommes et les femmes et la laïcité.

Après s'être attaquée aux personnes assistées sociales, sabré le budget des garderies, annoncé des hausses des tarifs d'électricité, augmenté les frais de scolarité, maintenu la taxe santé et enfin, conservé les mesures discriminatoires contre les enfants sans-statut; après s'être agenouillée devant le capital minier; cette charte raciste et xénophobe sera donc la seule promesse électorale que le Parti Québécois aura tenue.

Sa situation de gouvernement minoritaire le fragilisant; ses mensonges et ses trahisons répétées ayant sérieusement miné sa «cote de popularité», les nationalistes du PQ espèrent qu'une nouvelle campagne raciste, fomentée par le gouvernement saura améliorer ses perspectives électorales. Telle est la nature de la bête nationaliste. Elle se sert de la diversion, de la division, du chauvinisme et du racisme pour se maintenir au pouvoir. Quelle honte! Les «souchistes» font encore la preuve de leur plus entière turpitude. Les travailleurs et les travailleuses ne doivent pas se laisser séduire par les appels des sirènes péquistes. Notre force c'est notre unité. Cette unité sera nécessaire pour balayer toutes ces idéologies qui méritent d'être enfin et pour toujours, consignées au Musée des horreurs de l'histoire de l'humanité. La xénophobie est une horreur. Il faut refuser de tomber dans le piège de Marois et son parti de minables. La voie des prolétaires est celle de l'unité dans la lutte. Parti Québécois, parti bourgeois!

RSiP